

RCS : ANGERS
Code greffe : 4901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00430
Numéro SIREN : 792 047 037
Nom ou dénomination : IN EXTENSO CENTRE OUEST

Ce dépôt a été enregistré le 20/11/2019 sous le numéro de dépôt 22459

Greffe du tribunal de commerce d'Angers



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 20/11/2019
Numéro de dépôt : 2019/22459
Type d'acte : Projet de traité de fusion
Divers

Déposant :

Nom/dénomination : IN EXTENSO CENTRE OUEST
Forme juridique : Société par actions simplifiée
N° SIREN : 792 047 037
N° gestion : 2013 B 00430



Manet



MD/2013 B 00430
IN EXTENSO CENTRE OUEST
8 RUE EUGENE BREMOND
BP 40007
49308 CHOLET CEDEX

Nos références : MD/2013 B 00430

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT

(Article R. 123-102 du code de commerce)

Concernant :

Société anonyme à conseil d'administration IN EXTENSO CENTRE OUEST

8 RUE EUGÈNE BRÉMOND
49300 CHOLET

SIREN : 792 047 037

N° de gestion : 2013 B 00430

Le greffier soussigné constate le 20/11/2019 le dépôt, enregistré sous le numéro 2019/22459, des actes et pièces suivants :

- Projet de traité de fusion - 19/11/2019
- Divers - fusion absorption de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST

Récépissé délivré le 20/11/2019

Le greffier

ME PAILLE



M. Paille

N° TVA intra. FR11317782605 - IBAN FR76 3004 7142 9900 0213 0720 131
Membre d'une association agréée, le règlement par chèque des honoraires est accepté
SIREN : 317 782 605 R.C.S ANGERS - N° TVA intracommunautaire : FR11317782605
IBAN : FR7630047142990002130720131 CMCIFRPP



M. Paille

PROJET DE TRAITE
FUSION ABSORPTION
DE LA SOCIETE AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL
PAR LA SOCIETE IN EXTENSO CENTRE OUEST

Entre les soussignées :

- **IN EXTENSO CENTRE OUEST**

Société Anonyme au capital de 27.282.606 euros, dont le siège social est 8 rue Eugène Brémond – 49300 Cholet, immatriculée sous le numéro 792 047 037 RCS Angers, au tableau de l'Ordre des Experts Comptables des Pays de Loire et à la Compagnie des Commissaires aux comptes d'Angers,

Représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean-François TROUILLARD, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 19 novembre 2019

ci-après dénommée IECO ou la Société Absorbante

D'une part,

Et

- **AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL**

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 100 000 euros, dont le siège social est 17 rue Eugène Brémond – 49300 Cholet, immatriculée sous le numéro 423 976 570 RCS Angers,

Représentée par son Président, Monsieur Jean-François TROUILLARD, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Associé unique en date du 18 novembre 2019

Ci-après dénommée AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL ou la Société Absorbée

D'autre part,

Préalablement à la convention de fusion faisant l'objet du présent acte, il a été exposé ce qui suit :

1

Handwritten signature

CHAPITRE I – PRESENTATION GENERALE

I - Caractéristiques des sociétés

A - Caractéristiques de la Société Absorbante : la société IN EXTENSO CENTRE OUEST

1. Aux termes de ses statuts constitutifs, la société IN EXTENSO CENTRE OUEST a été créée sous forme d'une Société anonyme à conseil d'administration et immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Angers le 21 mars 2013.
2. La Société Absorbante a pour objet, ainsi qu'il résulte de ses statuts :
 - l'exercice de la profession d'expert-comptable, dès son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables ;
 - l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes ;
 - la prise de participations dans toutes sociétés d'expertise comptable et/ou de commissariat aux comptes par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement et la gestion desdites participations.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

3. La Société Absorbante a une durée de 99 ans, qui a commencé à courir le 21 mars 2013 et se terminera le 20 mars 2112.
4. Son capital social est fixé à la somme de VINGT SEPT MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE SIX CENT SIX EUROS (27.282.606 euros). Il est divisé en vingt-sept millions deux cent quatre-vingt-deux mille six cent six (27.282.606) actions de même catégorie entièrement libérées.
5. La Société Absorbante n'a pas émis d'obligations ou de valeurs mobilières composées. Elle ne fait pas appel public l'épargne.
6. Son siège social est fixé à Cholet (49300), 8 rue Eugène Brémond.

B - Caractéristiques de la Société Absorbée : la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL

1. La société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL a été constituée sous la forme d'une SAS le 5 juillet 1999.
2. La Société Absorbée a pour objet ainsi qu'il résulte de ses statuts :
 - l'exercice de la profession d'expert-comptable ;
 - l'exercice de prestations comptables et de toutes prestations accessoires ;
3. La Société Absorbée a une durée de 99 ans, qui a commencé à courir le 30 août 1999.
4. Son capital social est fixé à la somme de CENT MILLE EUROS (100 000 euros). Il est divisé en mille (1 000) actions, entièrement libérées et de même catégorie.
5. La Société Absorbée n'a pas émis d'obligations ou de valeurs mobilières composées. Elle ne fait pas appel public l'épargne.
6. Son siège social est fixé à Cholet (49300), 8 rue Eugène Brémond.

C. Liens entre les Sociétés

2. La Société Absorbée, AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL, ne détient aucune action dans le capital de la Société Absorbante, IN EXTENSO CENTRE OUEST.
3. Monsieur Jean-François TROUILLARD est Directeur Général de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, et Président de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL.

II – Motifs et buts de la fusion

La fusion par absorption de la Société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation interne au groupe IN EXTENSO, l'existence distincte de deux entités juridiques ne se justifiant plus à ce jour.

Il est en outre apparu opportun, compte tenu du fait que IN EXTENSO CENTRE OUEST est l'Associé Unique de AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL et de la similitude de leurs activités, de réunir en une seule entité les sociétés AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL et IN EXTENSO CENTRE OUEST par voie d'absorption de la première par la seconde.

Cette opération permettra en outre une réduction des coûts de gestion de ces sociétés et une simplification de l'organigramme du groupe.

III - Comptes servant de base à la fusion.

Les termes et conditions du présent traité de fusion sont établis par les deux sociétés soussignées sur la base de leurs comptes arrêtés au 30 juin 2019, date de clôture du dernier exercice social de chacune des deux sociétés.

Les comptes de la Société Absorbante ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de celle-ci le 9 septembre 2019 et ont été soumis à l'approbation des actionnaires le 24 octobre 2019.

Les comptes de la Société Absorbée ont été soumis à l'approbation de l'Associé Unique le 24 octobre 2019.

Les derniers comptes annuels approuvés des deux sociétés se rapportant à un exercice dont la fin est antérieure de moins de six mois à la date des présentes, il n'a pas été établi d'état comptable intermédiaire pour chaque société.

IV – Méthodes d'évaluation

Les éléments d'actif et de passif sont apportés, par absorption de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, à la valeur à laquelle ils figurent dans les comptes de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL arrêtés au 30 juin 2019.

CHAPITRE II – APPORT-FUSION

I – Dispositions préalables

✓

3

La société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL apporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, et sous les conditions suspensives ci-après exprimées, à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, existant chez elle au 30 juin 2019. Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif.

Le patrimoine de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL sera dévolu à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, Société Absorbante, dans l'état où il se trouvera le jour de la réalisation définitive de la fusion.

II – Apports de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL

A – Actif apporté

1. Immobilisations incorporelles	
Concessions, licences	0 euros
Fonds de commerce	112 050 euros
2. Immobilisations corporelles	
Constructions	0 euro
Autres immobilisations corporelles	2 228 euros
3. Immobilisations financières	
Autres titres immobilisés	7 076 euros
Autres immobilisations financières	4 883 euros
4. Créances	
Créances clients et comptes rattachés	190 186 euros
Autres créances	118 546 euros
5. Divers actif circulant	
Valeurs mobilières de placement	0 euro
Disponibilités	423 833 euros
Charges constatées d'avance.	6 363 euros
Soit un montant d'actif net comptable de	865 165 euros

Les biens représentatifs de l'actif immobilisé et de l'actif circulant sont apportés sur la base de leurs valeurs nettes comptables au 30 juin 2019, correspondant à leurs valeurs d'origine diminuées des amortissements et provisions.

B – Passif pris en charge

Le passif exigible tel qu'il ressort du bilan au 30 juin 2019, savoir :

Provisions pour charges	0 euro
Dettes financières diverses.	0 euros
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	244 581 euros
Dettes fiscales et sociales	71 752 euros
Autres dettes	15 248 euros
Produits constatés d'avance	127 740 euros
Soit un montant de passif apporté de	459 321 euros

Il est précisé, en tant que besoin, qu'il n'existe aucun engagement hors bilan.

WV

C – Actif net apporté

L'actif apporté étant de 865 165 euros
Passif pris en charge de 459 321 euros

L'actif net apporté à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST par
la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL s'élève ainsi à 405 844 euros

III – Rémunération de l'apport-fusion et absence d'augmentation de capital

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'actif net apporté par la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'élève à quatre cent cinq mille huit cent quarante-quatre euros (405 844 €).

La société IN EXTENSO CENTRE OUEST étant propriétaire de la totalité des MILLE actions de la Société Absorbée et s'engageant à les conserver jusqu'à la réalisation définitive de la fusion et un échange de droits sociaux étant impossible, il ne sera procédé conformément à l'article L236-3 du Code de Commerce à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital de la Société Absorbante.

IV – Mali de fusion

La valeur des actions de la Société Absorbée détenue par la Société Absorbante retenue dans le présent traité étant de quatre cent cinq mille huit cent quarante-quatre euros (405 844 €) et la valeur comptable de ces actions dans les livres de la Société Absorbante étant de huit cent cinquante mille euros (850 000 €), la différence soit quatre cent quarante-quatre mille cent cinquante-six euros (444 156 €) constitue le mali de fusion.

V – Propriété et jouissance

La société IN EXTENSO CENTRE OUEST sera propriétaire des biens apportés à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion. Elle en aura la jouissance à compter rétroactivement du 1^{er} juillet 2019.

Il est expressément stipulé que les opérations, tant actives que passives, engagées par la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL depuis le 1^{er} juillet 2019 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion, seront considérées comme l'ayant été par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.

Les comptes de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL afférents à cette période seront remis à la Société Absorbante par le Président de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL.

Enfin la Société Absorbante sera subrogée purement et simplement, d'une manière générale, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la Société Absorbée, dans la mesure où ces droits actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

CHAPITRE III – CHARGES ET CONDITIONS

wsf

5

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :

I – Enoncé des charges et conditions

A – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST prendra les biens apportés par la Société Absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL pour quelque cause que ce soit, et notamment pour erreur dans la désignation ou la consistance des biens quelle qu'en soit l'importance.

B – Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la Société Absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la Société Absorbante de payer l'intégralité du passif de la Société Absorbée, tel qu'énoncé plus haut, et d'une manière générale, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée.

Il est précisé que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL à la date du 30 juin 2019, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin la Société IN EXTENSO CENTRE OUEST prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs ayant une cause antérieure au 30 juin 2019, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

II – L'absorption est en outre faite sous les charges et conditions suivantes :

A – La Société Absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, aux lieu et place de la Société Absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

B – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

C – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés ou conventions intervenus avec des tiers, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la Société Absorbée.

D – Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

E – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST sera subrogée, à compter de la date de réalisation définitive de la fusion, dans le bénéfice et la charge des contrats de toute nature liant valablement la Société Absorbée à des tiers pour l'exploitation de son activité.

W

6

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL s'engageant, pour sa part, à entreprendre chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

La Société IN EXTENSO CENTRE OUEST sera donc substituée à la Société Absorbée en ce qui concerne toutes retraites, comme tous compléments de retraites susceptibles d'être dus, ainsi que tous avantages et autres charges en nature ou en espèces, y compris les congés payés, ainsi que toutes charges sociales et fiscales y afférentes.

III – La Société Absorbée prend les engagements suivants :

- A** – La Société Absorbée s'oblige, jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité en bon professionnel et à ne rien faire, ni laisser faire, qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la Société Absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

- B** – Elle s'oblige à fournir à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports, et l'entier effet des présentes conventions. Elle devra notamment, à première réquisition de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

- C** – Elle s'oblige à remettre et à livrer à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

CHAPITRE IV – CONDITIONS SUSPENSIVES – REALISATION DEFINITIVE DE LA FUSION

La réalisation définitive de la fusion interviendra sous réserve de la réalisation de l'intégralité des conditions suspensives suivantes :

1. L'obtention de l'autorisation des propriétaires des locaux d'exploitation de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL qui ne seraient pas volontairement soumis au statut des baux commerciaux, pour le transfert des baux portant sur ces locaux au profit de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.
2. L'absence de révélation de contrats conclus intuitu personae liant la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL, au titre desquels les cocontractants de cette dernière s'opposeraient au transfert desdits contrats au profit de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.
3. L'obtention de la mainlevée de toutes sûretés et garanties pouvant empêcher la fusion.
4. L'obtention de l'accord de tous les créanciers de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL disposant d'une clause de déchéance du terme en cas de réalisation d'une fusion.

W



MM. L.

5. Alternativement : (i) l'absence de demande de désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée par un ou plusieurs actionnaires réunissant plus de 5% du capital de la Société Absorbante avant le 31 décembre 2019, ou (ii) en cas de demande de désignation d'un tel mandataire dans ce délai, de l'approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante.

Faute de réalisation des conditions ci-dessus, le 31 décembre 2019 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de délai, considérées comme nulles et non avenues.

Conformément aux dispositions de l'article L 236-11 du Code de Commerce dans sa rédaction issue de la Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, la réalisation définitive de la fusion par voie d'absorption de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL interviendra sans que l'assemblée générale de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST doive approuver la fusion, sauf si un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins 5% du capital sollicitent en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin qu'elle se prononce sur l'approbation de la fusion.

En conséquence, sous réserve de la réalisation ou de la renonciation aux conditions suspensives visées aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus, la fusion sera définitivement réalisée et la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL se trouvera dissoute de plein droit :

Soit le 31 décembre 2019, date conventionnellement fixée par les parties, dans l'hypothèse visée dans la condition 5 (i) ;

Soit dans l'hypothèse visée dans la condition 5 (ii), à la date retenue par la décision de l'assemblée générale de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST qui approuvera la fusion en cas de désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée par un ou plusieurs associés réunissant plus de 5% du capital.

La réalisation définitive de la fusion sera, de même que la réalisation des conditions suspensives, valablement constatée par le dépôt au greffe de la déclaration de régularité et de conformité prescrite par l'article L.236-6 du Code de commerce ainsi que par tous autres moyens appropriés.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST de la totalité de l'actif et du passif de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL.

CHAPITRE V – DECLARATIONS GENERALES

La Société Absorbée déclare :

- Qu'elle n'est pas en situation de cessation des paiements ;
- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;
- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés ;
- Que les créances et valeurs mobilières apportées ne sont grevées d'aucun nantissement ;

8

W

- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ;
- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement ;
- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent aux exercices clos les 31 mai 2017, 31 mai 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un inventaire entre les Parties qui les ont visés ;
- Que la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL s'oblige à remettre et livrer à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, aussitôt après la réalisation définitive de la fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

CHAPITRE VI – DECLARATIONS FISCALES

I – Dispositions Générales

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur pour ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

II – Dispositions plus spécifiques

Pour autant que ces dispositions pourront trouver application :

A – Droits d'enregistrement

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code Général des Impôts.

La formalité d'enregistrement sera donc requise.

B – Impôt sur les sociétés

Les sociétés soussignées, ès-qualités, déclarent vouloir soumettre la présente fusion au régime prévu par l'article 210 A du Code Général des Impôts.

Les résultats bénéficiaires ou déficitaires produits depuis la date d'effet de la présente fusion, soit le 1^{er} juillet 2019, par l'exploitation de la Société Absorbée, seront englobés dans les résultats imposables de la Société Absorbante.

En conséquence, la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'engage :

- A reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la Société Absorbée ;
- A se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière (article 210 A-3.b. du Code Général des Impôts) ;
- A calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces

mf

biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (article 210 A-3.b. du Code Général des Impôts) ;

- A porter le montant des plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables sur le registre prévu à l'article 54 septies II du C.G.I. ;
- A réintégrer dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions fixées par l'article 210 A-3.d. du C.G.I., les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables seront calculés d'après la valeur qui leur aura été attribuée lors de l'apport (article 210 A-3.d. du C.G.I.) ;
- A inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée ;
- A conserver les titres de participation que la Société Absorbée aurait acquis depuis moins de deux ans et pour lesquels elle aurait opté pour le régime prévu par l'article 145 du C.G.I.

Par ailleurs, la présente fusion retenant les valeurs comptables au 30 juin 2019 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la Société Absorbée, conformément aux dispositions des instructions administratives du 11 août 1993 (BOI 4 I-1-93), du 3 août 2000 (BOI 4 I-1-2-00) et du 30 décembre 2005 (BOI 4I-1-05), la Société Absorbante reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables de la Société Absorbée en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés. Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de la Société Absorbée.

C – TVA sur cession d'universalité de biens

Les représentants de la Société Absorbée et de la Société Absorbante constatent que la fusion emporte apport en société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du C.G.I. issu de l'article 89 de la loi de finances rectificative pour 2005.

Conformément aux dispositions précitées, les livraisons de biens et les prestations de services, intervenant entre redevables de la TVA dans le cadre de la transmission à titre onéreux ou à titre gratuit, ou sous forme d'apport à une société, d'une universalité totale ou partielle de biens, sont dispensées de TVA.

En conséquence, la Société Absorbante est réputée continuer la personne de la Société Absorbée, notamment à raison des régularisations de déductions à effectuer et de certaines particularités d'assiette (taxation sur la marge) concernant la Société Absorbée.

La Société Absorbée peut transférer à la Société Absorbante le crédit de TVA dont elle dispose à la date où elle cesse juridiquement d'exister (D. adm. 3 D-1411 n°73).

D – Opérations antérieures

En outre, la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'engage à reprendre le bénéfice et/ou la charge de tous les engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL à l'occasion d'opérations antérieures ayant

10

✓

bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés, ou encore de taxe sur le chiffre d'affaires.

CHAPITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES

I – Formalités

- A** – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.
- B** – Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.
- Elle fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites conformément à l'article 1690 du Code civil aux débiteurs des créances apportées.
- C** – Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

II – Désistement

Le représentant de la Société Absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la Société Absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la Société Absorbée pour quelque cause que ce soit.

III – Remise de titres

Il sera remis à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la Société Absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des droits sociaux et tous contrats, archives, pièces, ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

IV – Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.

WFR

V – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualités, élisent domicile en leurs sièges respectifs, indiqués en tête des présentes.

VI – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- Au soussigné, ès-qualité, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- Aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

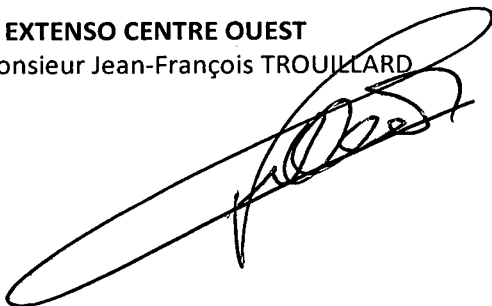
Fait à Cholet

Le 19 /11/ 2019

En quatre exemplaires.

IN EXTENSO CENTRE OUEST

Monsieur Jean-François TROUILLARD



AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL

Monsieur Jean-François TROUILLARD

Liste des annexes



ANNEXE 1 – COMPTES AU 30 juin 2019 DE LA SOCIÉTÉ AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL

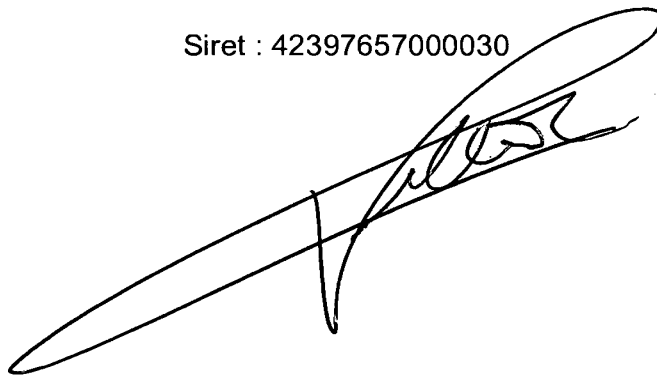
ANNEXE 2 – COMPTES AU 30 juin 2019 DE LA SOCIÉTÉ IN EXTENSO CENTRE OUEST

SASU AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL

Au 30 juin 2019

38 Rue de la Marine de Loire
45100 ORLEANS

Siret : 42397657000030

A large, stylized handwritten signature in black ink, slanted upwards from left to right.

IN EXTENSO CENTRE OUEST 49308 CHOLET CEDEX
Tel : 02.41.49.10.59 Fax : 02.41.49.10.50

COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 30/06/2019	Net 30/06/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	12 042	12 042		
Fonds commercial (1)	112 050		112 050	112 050
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	33 258	31 030	2 228	5 844
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	7 076		7 076	7 039
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 883		4 883	4 826
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	169 309	43 072	126 237	129 758
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				1 449
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	193 593	3 407	190 186	191 472
Autres créances	118 546		118 546	18 179
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				243 237
Disponibilités	423 832		423 832	65 374
Charges constatées d'avance (3)	6 363		6 363	12 204
TOTAL ACTIF CIRCULANT	742 335	3 407	738 928	531 914
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	911 644	46 479	865 165	661 672
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

	30/06/2019	30/06/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital	100 000	100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 633	1 633
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	10 000	10 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	253 286	172 561
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	40 925	80 726
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	405 844	364 919
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		6 593
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	244 580	9 019
Dettes fiscales et sociales	71 752	101 613
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	15 248	
Produits constatés d'avance	127 740	179 528
TOTAL DETTES (1)	459 321	296 753
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	865 165	661 672
(1) Dont à plus d'un an (a)		296 753
(1) Dont à moins d'un an (a)	459 321	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

COMPTE DE RESULTAT

	France	Exportations	30/06/2019	30/06/2018
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	5 589		5 589	6 116
Production vendue (services)	655 779		655 779	634 113
Chiffre d'affaires net	661 368		661 368	640 229
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			538	5 911
Autres produits			7	13
Total produits d'exploitation (I)			661 913	646 154
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			259 102	90 672
Impôts, taxes et versements assimilés			8 734	9 715
Salaires et traitements			206 282	294 617
Charges sociales			153 699	140 582
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 615	4 863
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				1 608
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			30 952	3 415
Total charges d'exploitation (II)			662 383	545 472
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-471	100 682
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			114	111
Autres intérêts et produits assimilés (3)			584	2 256
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			698	2 367
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			698	2 367
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			698	2 367
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			227	103 049

COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2019	30/06/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	55 287	
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	55 287	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	55 287	
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	14 589	22 323
Total des produits (I+III+V+VII)	717 897	648 520
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	676 972	567 795
BENEFICE OU PERTE	40 925	80 726
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SASU AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2019, dont le total est de 865 165 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 40 925 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2018 au 30/06/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 23/07/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Travaux en cours clients:

Les travaux en cours à la clôture de l'exercice sont traités au prix de vente avec prise en compte des bonis et des malis et en retenant la méthode de l'avancement.

Ils figurent en "clients factures à établir" lorsqu'il s'agit de travaux à facturer et en "produits constatés d'avance" lorsqu'il s'agit de travaux facturés d'avance.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La provision constituée est basée sur l'antériorité des créances.

Plus précisément, la règle de dépréciation est la suivante :

- 100 % pour les créances dont l'antériorité est supérieure à 18 mois,
- 100 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 12 et 18 mois sauf dérogation de l'associé en charge du dossier,
- 25 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 9 et 12 mois.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi théorique correspondant aux rémunérations éligibles courues à la date de clôture a été constaté au titre des créances à recevoir sur l'Etat pour un montant de 3 412 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE théorique comptabilisé à la date de clôture de l'exercice s'élève à 3 412 euros.

FAITS CARACTERISTIQUES

Autres éléments significatifs

Les 1000 titres de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL ont été acquis par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST le 31/10/2018.

Le nouveau président nommé à la place de Monsieur Philippe PRIEUR est Monsieur Jean François TROUILLARD en date du 1er novembre 2018. Et Madame Christel CASTERET est nommée Directrice générale également au 1er novembre 2018.

Le 29 Avril 2019, la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL a partiellement cédé son fonds de commerce pour 54 870€ à Mme PRIEUR.



MMa

COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 30/06/2019	Net 31/05/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	19 226	19 226		
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	191 812	168 518	23 294	36 273
Fonds commercial (1)	40 034 854		40 034 854	37 521 926
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	199 090	170 731	28 359	1 973
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	6 362 913	4 837 508	1 525 404	1 464 811
Immobilisations corporelles en cours	4 000		4 000	1 446
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	2 407 957		2 407 957	4 074 698
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	9 281		9 281	482
Prêts				
Autres immobilisations financières	481 646		481 646	381 262
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	49 710 778	5 195 983	44 514 795	43 482 872
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	19 797 084	1 981 752	17 815 332	16 922 221
Autres créances	1 201 839		1 201 839	2 527 642
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	300 000		300 000	
Disponibilités	7 931 051		7 931 051	5 377 328
Charges constatées d'avance (3)	280 267		280 267	347 332
TOTAL ACTIF CIRCULANT	29 510 241	1 981 752	27 528 490	25 174 523
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	79 221 020	7 177 735	72 043 285	68 657 394
(1) Dont droit au bail			50 000	50 000
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			136 546	



Mane

BILAN PASSIF

	30/06/2019	31/05/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital	27 282 606	27 282 606
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 672 939	1 672 939
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	961 509	739 682
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 503 738	2 197 015
Report à nouveau	13 307	93 091
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	4 159 585	4 436 545
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	7 538	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	37 601 222	36 421 878
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	116 031	69 688
Provisions pour charges	646 674	517 998
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	762 705	587 686
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	8 348 537	9 350 198
Emprunts et dettes financières diverses (3)	55 620	352 630
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 977 830	2 500 438
Dettes fiscales et sociales	10 532 049	9 891 133
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	479 389	386 323
Produits constatés d'avance	11 285 934	9 167 109
TOTAL DETTES (1)	33 679 359	31 647 830
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	72 043 285	68 657 394
(1) Dont à plus d'un an (a)	6 206 642	7 464 946
(1) Dont à moins d'un an (a)	27 472 717	24 182 884
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

COMPTE DE RESULTAT

	France	Exportations	30/06/2019	31/05/2018
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	680		680	-2 542
Production vendue (biens)	417 008		417 008	172 996
Production vendue (services)	57 515 547		57 515 547	50 580 598
Chiffre d'affaires net	57 933 235		57 933 235	50 751 052
Production stockée				-68 500
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			10 160	15 167
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			776 586	951 245
Autres produits			3 888	661
Total produits d'exploitation (I)			58 723 869	51 649 625
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			118	172
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			15 083 234	13 496 674
Impôts, taxes et versements assimilés			1 944 363	1 697 015
Salaires et traitements			22 326 216	19 369 293
Charges sociales			8 157 110	7 026 593
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			610 834	523 691
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			534 264	434 933
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			191 490	118 096
Autres charges			3 010 495	3 318 980
Total charges d'exploitation (II)			51 858 125	45 985 447
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			6 865 744	5 664 178
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			139 915	544 897
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			63 345	11 314
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			203 260	556 211
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			280 319	214 195
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			280 319	214 195
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-77 060	342 015
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			6 788 684	6 006 194

IN EXTENSO OPERATIONNEL

5



Mane

COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2019	31/05/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	66 418	35 486
Sur opérations en capital	303 254	20 267
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		4 500
Total produits exceptionnels (VII)	369 672	60 253
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	113 735	185 845
Sur opérations en capital	286 460	59 807
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	32 521	7 842
Total charges exceptionnelles (VIII)	432 716	253 493
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-63 045	-193 240
Participation des salariés aux résultats (IX)	600 000	305 000
Impôts sur les bénéfices (X)	1 966 054	1 071 408
Total des produits (I+III+V+VII)	59 296 800	52 266 089
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	55 137 215	47 829 543
BENEFICE OU PERTE	4 159 585	4 436 545
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	161 369	151 283
- Redevances de crédit-bail immobilier		620
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	140 933	552 812
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	356	7 168

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SA IN EXTENSO CENTRE OUEST

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2019, dont le total est de 72 043 285 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 4 159 585 euros.

L'exercice a une durée de 13 mois, recouvrant la période du 01/06/2018 au 30/06/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24/07/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Travaux en cours clients:

Les travaux en cours à la clôture de l'exercice sont traités au prix de vente avec prise en compte des bonis et des malis et en retenant la méthode de l'avancement.

Ils figurent en "clients factures à établir" lorsqu'il s'agit de travaux à facturer et en "produits constatés d'avance" lorsqu'il s'agit de travaux facturés d'avance.

Les travaux en cours à la clôture de l'exercice sont traités au prix de vente avec prise en compte des bonis et des malis et en retenant la méthode de l'avancement.

Ils figurent en "factures à établir clients" lorsqu'il s'agit de travaux à facturer et en "Produits constatés d'avance clients" lorsqu'il s'agit de travaux facturés d'avance.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Titres de participations

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat y compris les frais accessoires (Droit de mutation, honoraires et frais d'actes).

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net corrigée de la filiale ou en fonction de ses perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable inscrite à l'actif du bilan (augmentée le cas échéant du mali technique affecté aux titres de participation), une provision pour dépréciation des titres est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La provision constituée est basée sur l'antériorité des créances.

Plus précisément, la règle de dépréciation est la suivante :

- 100 % pour les créances dont l'antériorité est supérieure à 18 mois,
- 100 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 12 et 18 mois sauf dérogation de l'associé en charge du dossier,
- 25 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 9 et 12 mois.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi théorique correspondant aux rémunérations éligibles courues à la date de clôture a été constaté au titre des créances à recevoir sur l'Etat pour un montant de 412 152 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE théorique comptabilisé à la date de clôture de l'exercice s'élève à 412 152 euros.

FAITS CARACTERISTIQUES

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Compte tenu du changement de date de clôture pour l'exercice 2019, les comptes 2018 et 2019 ne sont pas comparables. L'exercice clôturé s'étend du 01/06/2018 au 30/06/2019 (13 mois) au lieu de 12 mois pour les exercices précédents.

Autres éléments significatifs

16/07/2018 Cession de clientèle sur l'agence de Joué les Tours pour une valeur de 13 004 € à la société SOREGOR (49).

11/09/2018 Achat d'un fonds libéral à la société DGR CONSEIL à Angers pour une valeur de 142 496 €

11/09/2018 Achat d'un fonds libéral à la société AEF à Angers pour une valeur de 34 830 €

31/10/2018 Acquisition de la totalité des titres de la société AUDIT VAL DE LOIRE pour 850 000 €

15/04/2019 Création de la filiale IN EXTENSO FORMATION CENTRE OUEST détenue à 100%.

Fusion simplifiée de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE (ACA), filiale à 100% d'In Extenso Centre Ouest (IECO) par décision du Conseil d'Administration du 15 novembre 2018. Cette opération a été soumise au régime fiscal prévu à l'article 210 A du code général des Impôts.

Elle a été réalisée le 31 décembre 2018 sur la base des comptes arrêtés au 31 mai 2018 et des valeurs nettes comptables à cette date.

Elle a pris effet au 1er juin 2018.

L'actif net apporté par la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE s'élève à 916 950 €. La société IECO étant propriétaire à 100% des titres de la société absorbée, il n'a été procédé à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital.

Le différentiel existant entre l'actif net apporté et la valeur nette comptable des titres de la société ACA détenus par la société IECO constitue un mali technique de fusion pour 1 489 379 €, affecté en mali de fusion dans les comptes de la société absorbante.

Fusion simplifiée de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE ROYAN (ACAR), filiale à 100% d'In Extenso Centre Ouest (IECO) par décision du Conseil d'Administration du 15 novembre 2018. Cette opération a été soumise au régime fiscal prévu à l'article 210 A du code général des Impôts.

Elle a été réalisée le 31 décembre 2018 sur la base des comptes arrêtés au 31 mai 2018 et des valeurs nettes comptables à cette date.

Elle a pris effet au 1er juin 2018.

L'actif net apporté par la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE ROYAN s'élève à -184 €. La société IECO étant propriétaire à 100% des titres de la société absorbée, il n'a été procédé à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital.

Le différentiel existant entre l'actif net apporté et la valeur nette comptable des titres de la société ACA détenus par la société IECO constitue un mali technique de fusion pour 108 112 €, affecté en mali de fusion dans les comptes de la société absorbante.

Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune entre la société IN EXTENSO CENTRE OUEST et la société TRANSAXIO CENTRE OUEST de 104 622 euros HT de créances clients signé le 17 Juillet 2019 avec effet rétroactif au 30 juin 2019.

Le retour à meilleure fortune s'entend de la réalisation par la filiale de résultats permettant que la situation nette de la filiale soit à un niveau au moins égal au montant du capital social.

La clause de retour à meilleure fortune et les obligations qui en découlent à la charge de la filiale auront une durée de 10 années qui expire le 30 juin 2029.

PROCURATION

Je soussigné **Jean-François TROUILLARD**,

Agissant en qualité de Président de la société **AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL**, société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros, dont le siège social est 8 rue Eugène Brémont – 49300 Cholet, immatriculée au RCS d'Angers sous le numéro 423 976 570

Donne par les présentes pouvoir à **Nicolas Ménard**,
Responsable Juridique chez IN EXTENSO CENTRE OUEST

de pour moi et en mon nom faire tous dépôts, immatriculations, modifications et radiations concernant mon entreprise auprès des registres et en particulier de déposer le projet de traité de fusion de la société AUDIT VAL DE LOIRE CONSEIL avec la Société IN EXTENSO CENTRE OUEST de demander au Greffe du Tribunal de Commerce d'Angers de transmettre l'avis de projet de fusion au service du BODACC.

En conséquence, faire toutes déclarations et démarches, produire toutes pièces justificatives, effectuer tout dépôt de pièces, signer tous documents, requêtes et documents utiles, élire domicile, substituer en totalité ou en partie, et en général faire tout ce qui sera nécessaire.

L'exécution de ce mandat vaudra décharge au mandataire.

Fait à Cholet

Le 19 /11/2019

